

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX – N° 269 – VENDREDI 6 NOVEMBRE 2015

PROMESSE DE PÂQUERETTE

Nicolas a demandé quelle promesse il n'avait pas tenue.
Moi je commence ma collection pour François.

AGENDA MILITANT

→ 10 novembre

Rennes [Sauvons le climat - Changeons de système](#)

→ 12 novembre

Montpellier [Nouveau monde en commun !](#)
Paris [Quand la camisole de force craque de toute part](#)

→ 13 novembre

Morsang sur Orge [Le Pas de l'oiseau en Île-de-France](#)

→ 14 novembre

Choisy-le-Roi [Au nom de la vie](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ **Alternative**

[Une Europe en crises, l'urgence d'une alternative sociale et écologique.](#)
Ensemble !, bulletin n°10

→ **Discrimination, racisme**

[Agir pour ne plus subir](#), Farid Bennai

→ **Écologie**

[Notre-Dame-des-Landes non au béton pour les actionnaires, non à la répression policière !](#)

→ **Territoires**

[Des choix vitaux](#), Pierre Nouzarède

→ **Culture**

[Créer dans Bangui sous couvre-feu](#)

Turquie : les enjeux pour toutes les forces de paix et de démocratie

La chose la plus étonnante dans les dernières élections turques, ce n'est pas la majorité parlementaire obtenue par l'AKP mais la capacité des mass medias français à "normaliser" un scrutin qui s'est déroulé après 5 mois de violences imposées ou couvertes par l'État, à l'ombre des commandos dans le Kurdistan et entaché de nombreuses irrégularités. Manifestement, des scores exprimés en pourcentage et quelques graphiques suffisent pour faire oublier un contexte spectaculairement sanglant. Ainsi, il devient possible de se contenter d'indiquer que l'AKP du Président Erdogan a regagné la majorité du Parlement et que la population a fait le choix de la "stabilité", un rappel sur la situation «tendue» dans le pays, les attaques "terroristes"... Pourtant, ce scrutin ne peut être compris que comme la conclusion d'une offensive en trois volets d'Erdogan : initier un climat de guerre civile en mettant en état de siège des villes du Kurdistan et en inspirant des pogroms de kurdes dans les villes de l'ouest du pays, provoquer des affrontements avec le PKK pour renforcer ce climat, utiliser les bandes liées à Daesh comme matraque contre l'opposition démocratique en les laissant tuer au total près de 150 personnes à Suruç et Ankara. En d'autres termes, une stratégie de la tension classique et brutale qui a atteint son objectif à court terme en faisant revenir dans son giron les Kurdes conservateurs.

Cette politique de destruction a bénéficié de la complicité des dirigeants européens, soit à travers leur silencieuse passivité, soit de manière plus active, comme Fr. Hollande félicitant avec cynisme et fatuité Erdogan pour "son engagement" contre Daesh après l'attentat de Suruç... Le principal bénéfice recherché par les Européens est que la Turquie soit le sous-traitant externe de la politique de refoulement des réfugiés d'Europe.

Dans un contexte aussi défavorable et avec un très faible accès aux médias, le score de 10,8 % du HDP (contre 13 % en juin) et son statut de 3^e parti au Parlement ne sont pas négligeables. Le HDP aura fort à faire pour résister à la répression, maintenir sa cohésion et continuer à être le parti de la paix et de la démocratie alors que les jeunes du Kurdistan ne voient rien venir par la politique civile.

Les forces de gauche en France doivent bien évidemment témoigner chaque fois que possible leur solidarité envers le HDP et l'opposition démocratique mais cela ne suffit pas. Une campagne unitaire visant à remettre en cause la politique étrangère de Fr. Hollande envers la Turquie (et par extension envers toute la région) est nécessaire et serait vitale...

● Emre Öngün, Ensemble !

Face au cynisme et au chaos, un immense besoin de révolution

Alors que le cynisme et le mensonge sont devenus les méthodes normales de gouvernement, la question d'un changement de logique et de système revient à l'ordre du jour. Pourquoi et comment envisager une offensive ?

Tout a été dit, ou presque, sur les catastrophes en cours. Et chaque jour, les journaux télévisés regorgent de drames humains, sociaux et écologiques. Ce sont les guerres et leurs cortèges de cadavres et de déracinés. Elles ont pour origine des intérêts économiques et stratégiques sordides ou des lectures religieuses régressives pour les droits fondamentaux... les deux dimensions

étant souvent mêlées. Ce sont aussi les drames sociaux des populations maintenues dans la pauvreté et dans la dépendance, tout particulièrement en Afrique, par des politiciens corrompus, souvent à la solde des pouvoirs néocoloniaux. Enfin, les conflits anciens - tel celui entre les Palestiniens et les Israéliens - n'en finissent pas de pourrir le quotidien et l'avenir des peuples, et de nouveaux pas sont franchis dans le cynisme.

Partout, les plaidoyers des organisations non gouvernementales montrent l'abîme entre les possibilités d'émancipation offertes par l'éducation, les sciences et les techniques, et les réalités vécues par des centaines de millions d'individus. Précédemment porteur de développement et de démocratie aux yeux du plus grand nombre, le système capitaliste, devenu le seul système global, apparaît pour ce qu'il est : crimogène et mortifère. Pourquoi la question de son dépassement ne pourrait-elle pas venir à l'ordre du jour ?

Erdogan : victoire du cynisme et de la manipulation

La situation turque résume bien le triomphe planétaire du cynisme en politique. Ainsi, Erdogan vient d'obtenir la majorité au Parlement qu'il avait perdu en juin dernier, grâce à son chantage au terrorisme et à la destruction du pays. Certes, il n'a pas réussi à exclure du nouveau parlement le HDP (Parti démocratique des peuples, qui fédère les militants kurdes et de nombreux courants progressistes), qui s'y maintient bien qu'affaibli ; mais l'attentat du 10 octobre dernier contre une manifestation pour la paix l'a finalement conforté.

Paradoxe, cette victoire intervient dans un pays en pleine ébullition démocratique, où la jeunesse manifeste de plus en plus ouvertement un désir d'émancipation tant vis-à-vis de la religion que vis-à-vis de la République corrompue d'autrefois. La société turque paraît tiraillée entre soif de modernité, de liberté et d'évolutions des mœurs, et crainte de l'avenir, du changement.

La rencontre entre Merkel et Erdogan, alors que la campagne électorale battait son plein sur fond de répression des Kurdes et d'une politique plus qu'ambiguë envers l'État islamique (dans le but d'affaiblir les Kurdes), aura montré à quel point les vieilles démocraties européennes sont dans un état de déconfiture avancée.

● G.A.

Cynisme à tous les étages

Nous avons eu trois exemples, récemment, du triomphe du cynisme en politique... mais la liste est en réalité sans fin... Le premier a été la déclaration de Benjamin Netanyahu, faisant du Mufti de Jérusalem l'inspirateur de la Solution finale : « *Il s'est envolé vers Berlin. Hitler ne voulait pas à l'époque exterminer les juifs, il voulait expulser les juifs. Et Haj Amin Al-Husseini est allé voir Hitler en disant : "Si vous les expulsez, ils viendront tous ici." "Que dois-je faire d'eux ?", demanda-t-il. Il a répondu : "Brûlez-les."* ». Certes, cette déclaration, totalement falsificatrice des faits historiques, a fait scandale, dans le monde entier et en Israël ; mais que l'auteur d'une telle affirmation puisse rester à sa place de Premier ministre ●●●

●●● en dit très long sur le chaos moral des "élites" mondiales. Et le silence des promoteurs en France de la politique israélienne, pourtant toujours prompts à accuser de négationnisme tous ceux qui ne sont pas d'accord avec l'*Apartheid* subi par les Palestiniens dans les territoires occupés, exprime lui aussi clairement la régression que nous connaissons.

Second exemple : la politique syrienne de la France et, en particulier, l'alignement du pays sur les monarchies du Golfe, avec le silence sur les droits de l'homme dans ces pays en contrepartie de contrats commerciaux mirobolants. Comme l'écrit Serge Halimi dans *Le Monde diplomatique*, il s'agit là d'une véritable « dégringolade de la France ». Et le directeur de la rédaction du *Diplo* de citer l'effarante « volonté de complaire » à l'Arabie saoudite, « berceau et banquier de l'intégrisme sunnite dans le monde, fer de lance de la répression meurtrière des chiïtes à Bahreïn et au Yémen », qui « combat la plupart des droits humains auxquels la France se proclame tellement attachée ailleurs ». Valls a donné le sens de cette allégeance, en tweetant tout récemment : « France – Arabie saoudite : 10 milliards d'euros de contrats ! Le gouvernement mobilisé pour nos entreprises et l'emploi. » Cette faillite du pouvoir socialiste au bénéfice

de régimes abjects dit crûment le délabrement moral global qui règne au sommet de l'État. Et elle démasque aussi la prétendue touche humaniste que serait censée apporter une approche social-libérale par rapport à l'approche libérale.

**Précédemment porteur
de développement
et de démocratie
aux yeux du plus grand
nombre, le système
capitaliste apparaît pour
ce qu'il est :
criminogène et mortifère.
Pourquoi la question
de son dépassement ne
pourrait-elle pas venir
à l'ordre du jour ?**

Troisième exemple du triomphe du cynisme : le secret de polichinelle reconnu par le ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, selon lequel des cibles ont été délibérément choisies pour des bombardements en Syrie en raison de la présence de djihadistes français en leur sein. Nous avons sous les yeux, à travers

ces exécutions extrajudiciaires, une mise en question implicite du refus universel de la peine de mort. Rappelons tout de même que la logique consistant à dire que "dans certaines circonstances la peine de mort est légitime" est précisément et depuis toujours un argument central et manipulateur de l'extrême-droite.

**Cause écologique,
cause anthropologique**

Y a-t-il des événements qui nuanceraient les constats massifs qui précèdent ? Citons bien sûr la tenue de la COP 21, qui aura l'apparence d'un événement planétaire positif, dans la mesure où, sur le papier, il s'agit bel et bien d'agir pour le bien commun de l'Humanité. Cependant, pour les ONG, elle risque fort d'être, au mieux, l'occasion manquée de prendre un virage suffisant pour obtenir des effets suffisamment significatifs par rapport à l'élévation de la température de la planète. Comment pourrait-il en être autrement, quand les États les plus développés, les firmes multinationales et les plus riches de la planète ne cherchent qu'à faire triompher leurs égoïsmes ?

Il est assez consternant que, sous prétexte de solidarité mondiale, les pays émergents soient appelés à brider leur développement par ceux-là mêmes qui ont été la cause de la plus ●●●

●●● grande part du réchauffement que connaît déjà la planète. C'est encore une fois l'hypocrisie qui mène la danse... comme on vient de le voir avec le grand bluff de François Hollande, promoteur de la COP 21 en Chine et fossoyeur des ambitions écologiques en France. Bien sûr, on partage la nécessité de réviser la notion de besoins, pour intégrer la sobriété et tourner le dos au productivisme, et éviter aux pays en développement de passer par des décennies de gaspillage des ressources énergétiques ; mais cela ne peut pas être en interdisant aux plus pauvres la généralisation de l'accès aux biens communs et droits fondamentaux. Au total, dans un monde entièrement interdépendant, quelle logique y aurait-il à ce que la cause écologique obtienne des résultats significatifs quand la cause anthropologique est abandonnée ?

Austérité européenne, mépris des populations

Au sein des pays de l'Union européenne, les mêmes cynismes sont à l'œuvre. En Grèce, il consiste à forcer un gouvernement anti-austérité à mener une politique conforme aux attentes des libéraux. Au Portugal, le président vient de confier au premier ministre de droite sortant, minoritaire dans les urnes, le soin de tenter de construire un gouvernement, cela afin d'éviter une coalition entre le Parti socialiste, le Bloc de gauche et l'alliance Parti communiste - Verts. Dans les pays concernés par l'arrivée de réfugiés, des politiques répressives ou ségrégatives

se mettent le plus souvent en place, nourrissant les discours et mobilisations xénophobes. Ainsi, un quart de siècle après la chute du Mur de Berlin, de nouveaux murs et grillages sont en cours de construction un peu partout en Europe. En France, le gouvernement Valls mène une politique ouvertement favorable aux intérêts patronaux. Ce ne sont pas seulement les caricatures récentes qui en sont la marque de fabrique, comme lorsque le

**Dans un monde
entièrement
interdépendant,
quelle logique
y aurait-il
à ce que la cause
écologique obtienne
des résultats significatifs
quand la cause
anthropologique
est abandonnée ?**

Premier ministre a dénoncé les salariés d'Air France pour avoir malmené des cadres de l'entreprise, quand les futurs licenciés n'ont droit, eux, à aucun égard. C'est la course permanente à la réduction de la dépense publique, quand il y aurait au contraire besoin d'étendre les missions et les interventions des services publics, d'en financer les investissements.

Alors que d'énormes défis sont devant la Fonction publique - transformation des métiers, révolution informationnelle, émergence de nouveaux besoins, exigences démocratiques... -, les dirigeants se comportent comme les comptables d'une épicerie avant sa fermeture définitive. Heureusement, si l'on ose dire, la schizophrénie est dans ce domaine à son comble entre une politique nationale délétère et des élus locaux (qui sont parfois les mêmes personnes) qui continuent à développer des projets. On remarquera cependant que si les services publics ont besoin d'être soutenus au lieu d'être rognés et s'il faudra bien développer l'emploi public, aucun statut qui n'est possible dans ce champ de l'action publique : ni concernant les objectifs de l'action publique (qui sont trop étriés et trop fixes), ni concernant les actions menées et les réponses apportées (qui manquent d'innovation).

On peut pour illustrer ce propos prendre l'exemple des politiques publiques en direction, d'une part, des quartiers populaires et, d'autre part, du monde rural. Des populations entières sont abandonnées par les politiques successives avec, en ce qui concerne les populations des quartiers populaires, le poids des discriminations racistes en plus. Ce n'est pas le récent numéro de claquettes de François Hollande à La Courneuve qui change quoi que ce soit à cette réalité cruelle. Et on peut aussi évoquer l'état du système de santé, tout particulièrement la situation de crise des hôpitaux publics, ●●●

●●● et celui de l'école, insuffisamment dotée, même si les moyens ne font pas tout. Partout, on a abandonné sans le dire les objectifs d'accès universel, de justice et d'égalité (dernier abandon annoncé : celui de mettre en place le droit de vote des étrangers non communautaires), et l'on est de plus en plus loin d'une ambition d'épanouissement. À toutes les échelles - locales, nationales, européennes, mondiales -, politiques libérales et recul démocratique sont devenus la forme moderne de la domination de masse, tandis que perdurent bien souvent les formes anciennes de la domination masculine et les discriminations, racistes et homophobes notamment.

Changer de logique, révolutionner

Regarder l'ensemble de ces constats, c'est prendre conscience de la réalité globale qui nous traverse : nous y sommes plongés quelles que soient nos sensibilités, dans la mesure où il s'agit de notre univers social, et donc aussi de notre univers mental. Cela peut produire des effets contradictoires. D'un côté, cela peut aboutir à un sentiment d'abattement. Si l'on se focalise sur tel ou tel enjeu, on se confronte aussitôt à de nombreux obstacles, aux limites des luttes sectorielles. Et on ressent actuellement aussi les limites de l'incantation, qui est souvent la nôtre, sur la convergence des luttes, leur décroissement... car du décroissement, il y en a dans les intentions mais il y en a peu dans les faits. Mais d'un autre côté, cela peut aboutir

à être plus réaliste dans notre rapport à la société, et à s'armer davantage en déterminant sa position par rapport à la question du cap à suivre et de la nature du changement.

La question stratégique "réforme ou révolution ?" peut être abordée à nouveaux frais dans cette nouvelle configuration.

Dès lors que les dynamiques à l'œuvre sont explicitement cyniques, anti-démocratiques et répressives, l'idée de réforme ne peut produire que des effets à la marge. Seule une visée de transformation de la société peut désormais incarner la légitimité et la puissance d'une authentique alternative.

Mettons de côté l'alternative caricaturale : s'agit-il d'obtenir des réformes à la marge ou de triompher par un grand soir qui changerait tout d'un seul coup ? Déplaçons le curseur : vu les réalités d'aujourd'hui, s'agit-il de modifier ou d'améliorer l'existant, ou d'envisager un

changement de logique ? Nous avons sous les yeux des éléments de réponses nouvelles à ces questions : dès lors que les dynamiques à l'œuvre sont de plus en plus explicitement cyniques, ouvertement anti-démocratiques et clairement répressives, leur réforme ne peut produire que des effets provisoires et marginaux, le sens général des évolutions restant le même. Dans la situation politique globale que nous connaissons, seule une visée de transformation de la société peut désormais incarner la légitimité et la puissance d'une alternative.

Assumer la rupture

Considérons ici, à partir des éléments qui précèdent, qu'il est acquis que le combat politique doit porter sur un changement global de logique. Reste le délicat problème du comment : comment obtenir une transformation de l'ordre social ? Le cas grec est à ce propos, en creux, un exemple de l'erreur à ne pas commettre (mais c'est facile de le dire aujourd'hui), consistant à croire que l'on pourrait par une bonne argumentation, un effort de conviction et un rapport de force essentiellement institutionnel - même s'il s'appuie sur une forte légitimité démocratique - obtenir une inversion des politiques menées. Si les dirigeants ont eu des illusions sur les possibilités d'obtenir des victoires dans les négociations, les militants n'imaginaient pas obtenir des résultats sans rapports de force : mais une bonne partie pensaient simplement que ●●●

●●● le rapport de force électoral permettrait d'obtenir, au moins, quelques avancées significatives. Et ils se sont trompés, dans la mesure où les négociations avec les autres pays de l'Union européenne ne se sont pas présentées comme un aboutissement suite à une victoire électorale, dont les résultats auraient du être *a minima* une inflexion des politiques austéritaires de l'Union, mais comme le prolongement à l'échelle de toute l'UE du rapport de force entre austérité et anti-austérité. Or, à cette échelle, le rapport de force dans la société n'y était et n'y est pas.

Ce problème se pose pour toutes les forces qui agissent contre l'austérité et veulent construire une alternative. On peut d'ailleurs remarquer que les forces opposées à l'austérité qui émergent ici et là se trouvent ou vont se trouver face au même problème : la question d'un changement global et profond de logique n'est pas (encore) suffisamment travaillée et partagée pour produire des effets politiques. Et notamment pas à une échelle suffisamment large. Or, dans les logiques qui dominent aujourd'hui, il n'existe pas d'espaces, pas de marges qui permettent d'amender sérieusement la course au cynisme. De ce fait, pour éviter une spirale des échecs des anti-libéraux, loin de la seule répétition d'exigences syndicales légitimes mais épuisées, porter explicitement des logiques alternatives et trouver les mots pour porter la question de la rupture sont les tâches de l'heure.

Une offensive possible, mais comment ?

Sur ce thème de la rupture, les forces de la gauche antilibérale ont pu jusqu'à présent craindre d'apparaître du côté de l'incantation ou de la marginalité gauchiste. On peut estimer cette crainte comme une preuve de responsabilité...

Nous ne sommes plus dans la période du triomphe unilatéral des libéraux. Au lieu d'être agi par la crainte, il est nécessaire de porter dans le débat public le besoin de rupture et d'un changement radical de logique.

si on l'appréhende à partir des critères libéraux ou socio-libéraux. Selon ces critères, tout pas de côté par rapport aux logiques dominantes doit être considéré comme irresponsable, et doit donc proscrire. Cependant, on ne voit pas bien ce que ce conformisme apporte au combat pour l'émancipation. De la crédibilité ? Si la logique actuelle reste la norme, au lieu d'être remise en cause (par nous !), les adversaires de l'émancipation auront toujours de nombreuses longueurs d'avance dans la course à la crédibilité !

Ce qui par contre n'est pas crédible, ou ne l'est plus dans la nouvelle configuration - antidémocratique, autoritaire - qui se dessine désormais, c'est de se fixer des objectifs ambitieux de transformation sociale et écologique sans assumer que, pour changer de logique, des crises seront nécessaires. Et que des affrontements auront lieu. C'est la crainte de faire peur qui nourrit l'impuissance et laisse le champ libre aux démagogues et à l'extrême-droite, leur permet de récupérer le thème de la révolution (même lorsqu'ils ne le reprennent pas explicitement).

Si ces enjeux peuvent être abordés aujourd'hui, c'est bien parce que la situation politique évolue vite, et dans le sens d'une insatisfaction croissante du plus grand nombre et de fortes incertitudes sur ce que sera l'avenir. Nous ne sommes plus dans la période du triomphe unilatéral des libéraux, occupant tout le champ politique. L'erreur de ceux qui constatent que les enquêtes d'opinion mettent en valeur la demande de sécurité des sondés et la crainte du tumulte est que, justement, la construction d'une autre logique - un autre vocabulaire, un nouveau projet, des valeurs alternatives, des symboles et des emblèmes différents - est une manière de sortir du chaos. Au lieu d'être agi par la crainte, il est nécessaire de porter en toute clarté dans le débat public le besoin de rupture et d'un changement radical de logique.



● Gilles Alfonsi

Se substituer aux intéressés ou faire ensemble ?

Ouvrir des brèches dans une conception très déléguée de la démocratie n'est pas chose facile.

Que voulons-nous faire avec ces élections de décembre ?

Avoir des élus qui tapent du point sur la table quand ils rencontrent les patrons ? Ça fait du bien, mais est-ce efficace ? Des élus régionaux et Philippe Bonin, conseiller départemental, maire de Chartres, la commune qui héberge le site de PSA à côté de Rennes, en font l'expérience depuis des années. Varin et Cie ont fait de vagues promesses et enchaîné des plans de licenciement.

Distribuer des aides aux entreprises en signant des conventions qui sont rarement respectées ? Et continuer à soutenir des entreprises de l'agroalimentaire en difficulté qui ont fait le choix d'exporter des produits de bas de gamme ? Aider à l'implantation d'une usine à lait en poudre avec des investisseurs chinois ? Aider à l'implantation de start-up qui déménagent quelques années plus tard ?

Ou aider les salariés, les citoyens à contrôler eux-mêmes l'utilisation des aides de la région. Ou mieux, aider les salariés à reprendre en main leur outil de travail puisque quand ils le font, ils le font bien. La plupart des SCOP résistent mieux que les autres entreprises, même dans un système de concurrence. Un euro investi dans l'économie sociale et solidaire est plus rentable qu'un euro investi dans l'économie classique, nous explique la présidente de la Chambre Régionale de l'ESS

de Bretagne, études à l'appui. L'ESS crée des emplois, l'économie capitaliste en détruit, c'est le bilan en 2014 en Bretagne.

Avoir des élus qui décident à la place des citoyens, des grands projets, comme l'aéroport de NDDL, ou la centrale à gaz de Landivisiau dont il est prévu d'assurer la construction et la gestion sous forme de Partenariat Public Privé, modes de gestion destinés à pomper les finances publiques ? Ou des élus qui permettent de grands débats publics, débouchant sur des consultations démocratiques quand il s'agit de prendre des décisions qui impactent l'ensemble de l'aménagement du territoire.

Samedi, la liste Pour une Bretagne Sociale et Écologique met en débat ses propositions pour la région pour co-élaborer le

projet régional avec celles et ceux qui en partagent les grandes orientations. À cinq semaines du scrutin, cela peut paraître un peu volontariste comme démarche, mais ce qui compte c'est que nous donnons à voir que c'est ainsi que nous concevons le rôle des

élus, des élus partenaires, pas des représentants soi-disant dépositaires à eux seuls de l'intérêt général.

Se substituer aux principaux intéressés ne permet plus de changer le cours des choses, faisons donc l'effort de faire ensemble. Cela ne veut pas dire mettre nos idées sous le manteau, mais accepter de s'écouter et de cheminer en commun.

**Se substituer
aux principaux intéressés
ne permet plus
de changer
le cours des choses,
faisons donc l'effort
de faire ensemble.**

**Cela ne veut pas dire
mettre nos idées
sous le manteau,
mais accepter de
s'écouter et de cheminer
en commun.**

● Sylvie Larue



E comme égalité

Dans le triptyque républicain, si la Liberté fait à peu près l'unanimité (mais pour combien de temps ?), l'Égalité et la Fraternité posent problème à beaucoup de nos concitoyens. Nous avons ainsi entendu un jour le philosophe André Comte-Sponville (que nous avons connu étudiant à l'ENS et militant de l'UEC), lors d'une conférence à la Pitié Salpêtrière, dire en substance que la fraternité était une notion peu évidente en philosophie et que l'idée d'égalité avait conduit aux dérives que l'on sait. (Celles du communisme, évidemment).

Nous vivons un temps où l'inégalité par contre se porte très bien. Dans les faits au moins, si ce n'est toujours en tant que valeur «morale» revendiquée. Ces inégalités d'aujourd'hui, qui n'ont rien à envier à celle de la société d'Ancien Régime, sont plus ou moins sues, ou du moins pressenties, par tous. 1 % des habitants de la planète, dit-on, possèdent autant que les 99 % restant. Et l'actualité nous fournit régulièrement des exemples des retraites chapeaux délirantes que s'octroient des patrons, quand ils quittent une entreprise après avoir laissé derrière eux le cadavre de milliers d'emplois.

Ces inégalités sont en général jugées moralement choquantes, mais finalement inévitables. Même si elles sont injustifiées au cas par cas (aucune compétence professionnelle ne légitime ces retraites chapeaux), elles seraient la rançon obligée de l'efficacité globale de ce système fondé sur la loi du marché.

Certains ont cherché à justifier théoriquement cette inégalité, comme Friedrich Hayek et ceux qu'on a appelé les libertariens. Pour eux, seul compte l'individu, la société n'étant qu'un agrégat d'individus, le marché fait loi et il faut réduire au minimum l'État. Cet anarcho-capitalisme est la pure idéologie ultra-libérale. Mais beaucoup cherchent à concilier la liberté du capitalisme et le principe de l'égalité.

C'est le cas du philosophe américain John Rawls, auteur de la *Théorie de la justice*. Penseur social-libéral, il considère que les inégalités sociales peuvent être justifiées si elles satisfont à deux exigences : « 1 - elles doivent être attachées à des fonctions ou des positions ouvertes à tous, dans des conditions de juste égalité des chances. 2 - Elles doivent procurer le plus grand bénéfice aux membres les plus désavantagés de la société. » Dans une définition synthétique, il précise que les inégalités sont acceptables si elles sont compatibles avec

la mobilité sociale et avantageuses pour l'ensemble de la société.

**L'égalité des chances,
c'est l'égalité trompeuse
de la loterie.
Deux termes bien
mal assortis d'ailleurs :
ou on est "égaux"
(chanceux ou pas)
ou on a de la chance
("égaux" ou pas).
Cette "égalité des chances"
est l'avatar moderne
de l'égalité en droit
de la révolution
bourgeoise...**

Cette position, largement approuvée, de la droite conservatrice à la social-démocratie, est évidemment plus difficile à défendre en période de crise quand l'avantage pour tous devient moins évident. Mais reste l'idée presque unanimement partagée de "l'égalité des chances", dont même la gauche anticapitaliste se réclame.

Cette égalité des chances est ancrée dans les esprits « *comme un préjugé populaire* », pour reprendre l'expression de Marx, et fait qu'aux États-Unis, mais ici aussi, chacun peut toujours se consoler en s'imaginant gagner au Loto et devenir milliardaire ! L'égalité des chances, c'est l'égalité trompeuse de la loterie. Deux termes bien mal assortis

d'ailleurs : ou on est "égaux" (chanceux ou pas) ou on a de la chance ("égaux" ou pas). Cette "égalité des chances" est l'avatar moderne de l'égalité en droit de la révolution bourgeoise, que Marx a parfois qualifiée de "billevesée".

Il fait porter sa critique sur l'universalisme abstrait et son égalité de principe que dément quotidiennement la vie réelle des êtres concrets dans la société divisée en classes. Mais il montre la source historique de cette illusion juridique et sa nécessité.

Si l'idée de l'égalité en droit n'était pas envisageable dans l'Antiquité, même par un esprit aussi brillant qu'Aristote, ●●●

●●● c'est que la société reposait sur le travail des esclaves et donc sur l'inégalité de la valeur humaine. C'est la généralisation du marché qui produit l'équivalence de tous les travaux humains et ancre l'idée abstraite et générale d'égalité. Marx ne sous-estime pas le progrès que cela constitue et la portée révolutionnaire de cette idée. Elle a accompagné le combat de la bourgeoisie montante contre la vieille société féodale des ordres et des privilèges.

Mais, très vite, la bourgeoisie s'est retournée contre cette valeur dont elle fut porteuse, la soupçonnant de conduire au despotisme, c'est à dire à la remise en cause de ses propres privilèges. Déjà Tocqueville s'en inquiétait : « *Les peuples démocratiques ont pour l'égalité une passion ardente, insatiable, éternelle, invincible ; ils veulent l'égalité dans la liberté et, s'ils peuvent l'obtenir, ils la veulent encore dans l'esclavage.* »

L'histoire réelle du socialisme lui donne-t-elle raison ? Cela mériterait un véritable inventaire. À côté d'un progrès évident dans l'égalité sociale et culturelle, il y a eu aussi des tendances à l'égalitarisme (qui ont entravé la libre expression des capacités d'expression et d'initiative des individus) et la création d'inégalités nouvelles, notamment en matière politique. Marx, quant à lui, n'était pas pour le communisme de caserne. Il s'est opposé à l'idée des premiers communistes qui prônaient la communauté des biens et l'égalité des revenus. Pour lui, l'égalité réelle suppose de libérer la société de sa division en classes afin de libérer les capacités créatives des individus. Engels, dans *L'Anti-Dühring* écrit : « *le contenu réel de la revendication prolétarienne est la revendication de l'abolition des classes.* » Leur idée du socialisme et du communisme supposait non pas la répartition de la misère mais un haut niveau de développement des forces productives et une certaine abondance, comme ils l'expliquent dans *la Critique du programme de Gotha*, pour passer au « *de chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins* ». Il y a chez Marx la vision d'une égalité non pas primaire mais qu'on pourrait dire développée et complexe, qui fait sa place à la diversité des individus. Cette égalité est non la négation mais la condition de la liberté.

De son côté, la bourgeoisie, qui brandit depuis l'origine le drapeau de l'égalité en droit, a eu beaucoup de mal à s'accommoder en pratique d'un certain nombre de droits qui donnent du contenu à l'idée de liberté, comme les "droits de" (droit de vote, droit de manifester...) et plus encore "les droits à", qui définissent un certain nombre d'obligations de la société envers

ses membres, comme le droit à l'emploi, le droit au logement, à la santé ou à l'éducation, qui sont affirmés mais pas mis en œuvre.

Le combat pour l'égalité n'a donc pas perdu son sens. Il conserve un potentiel subversif, d'autant plus que le capitalisme dans sa phase sénile présente un tableau très violemment contrasté des inégalités et des privilèges. À condition de donner à la revendication des droits un contenu concret ; passer des proclamations de l'universalisme abstrait au combat pour un universalisme concret.

Pour cela, le marxisme nous est toujours utile, car il y a aujourd'hui urgence à réactiver la critique des inégalités, non seulement d'un point de vue moral, mais du point de vue de l'intérêt économique et social, l'intérêt d'avenir de la société. Les inégalités actuelles organisent en effet un énorme gaspillage des capacités et des intelligences. Les inégalités, loin de garantir la plus grande efficacité, sont ruineuses pour la société.

Mais ce combat peut nous conduire aussi à regarder d'un œil nouveau certains penseurs pré-marxistes. Notamment Rousseau. L'auteur du *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité* avait en tête une humanité surtout paysanne, de producteurs indépendants. Et il n'a pas anticipé le monde industriel. Mais avec la société post-industrielle, l'atomisation du prolétariat et la menace écologique, l'évolution même du capitalisme redonne une actualité à sa pensée.

Pour lui, la propriété devait être limitée à ce qu'imposaient les besoins naturels de l'homme : « *la quantité dont on a besoin pour subsister* », comme il l'écrit dans le *Contrat social*¹. Et il se prononçait pour ce qu'il appelait la "médiocrité", c'est à dire des conditions de vie moyennes, la dignité assurée pour tous. « *S'il n'y avait pas de luxe, il n'y aurait pas de pauvres* », écrivait-il. On peut aujourd'hui affirmer que faire de cette honnête frugalité et de l'égalité le but commun est devenu indispensable pour sauver la planète.

**Il y a chez Marx
la vision d'une égalité
non pas primaire
mais qu'on pourrait dire
développée et complexe,
qui fait sa place
à la diversité des individus.
Cette égalité est non
la négation mais la
condition de la liberté.**

● Patricia Latour et Francis Combes



1. Voir notamment les ouvrages d'Yves Vargas : *Les promenades matérialistes de Jean-Jacques Rousseau* (Le Temps des cerises, 2005) et *Jean-Jacques Rousseau, l'avortement du capitalisme*, (éditions Delga, 2014).

Contre la macronite

Le 4 novembre, ils étaient près de 3 000 participants au meeting du Front de gauche Île de France) à recevoir un petit comprimé de *novidabor* et sa notice d'utilisation. Plus sur communistesunitaires.net, rubrique "Face à l'austérité".



AVERTISSEMENT

Veillez lire attentivement la notice, elle comprend des informations importantes pour votre santé mentale. Ce médicament peut être utilisé sans avis médical, en automédication ou sur les conseils d'une personne qui vous veut du bien.



● **Crime contre la culture et l'émancipation ?** Abdellatif Laâbi, l'un des plus grands écrivains marocains, a très tôt associé écriture et engagement politique pour l'émancipation contre l'obscurantisme et la répression. La revue *Souffles* qu'il crée avec d'autres progressistes

en 1966 aura une grande influence culturelle et politique. Au point d'être le chef d'accusation du gouvernement dans un procès assorti de 10 ans de prison et de tortures. À sa libération en 1980, l'écrivain s'exile en France. Revenu au Maroc pour préparer le cinquantenaire de la revue *Souffles*, A. Laâbi a été sauvagement agressé le 18 octobre avec sa compagne. Acte d'un fou, sous influence ? A. Laâbi avait écrit, au lendemain des assassinats de janvier 2015, "Je proteste" « *pour que la barbarie ne tue pas jusqu'à l'espoir* » (<http://www.laabi.net/>). Sur l'auteur, voir https://fr.wikipedia.org/wiki/Abdellatif_Laâbi

Une arme de la domination. Parmi les "Sept remarques critiques" des articles de la revue *Défense Nationale*, été 2015, Jacques Fath démonte le nucléaire militaire qui « *contribue aussi à formater politiquement et institutionnellement un régime de pouvoir. Il implique une centralisation et une personnalisation de l'exécutif et de la prise de décision contre l'exigence démocratique. Il impose une conception stratégique et une culture politique fondées prioritairement sur la puissance et sur l'exercice de la force. Le nucléaire militaire, ce n'est pas seulement*

de la recherche, de la technologie et de l'industrie... C'est le moyen d'une unilatérale raison d'État et celui d'une affirmation de puissance. C'est un moyen de domination qui permet de structurer un certain ordre international aujourd'hui particulièrement hiérarchisé, conflictuel et inégal...mais en crise. » Plus sur <https://jacquesfathinternational.wordpress.com/>



● **Une lutte sociale et environnementale.** Un long travail conjoint de laboratoires (CNRS, grandes écoles, universités) sur les filières photovoltaïques en couches minces, soutenu par l'Europe, l'ADEME ou l'ANR, aboutit en 2009 à la création de la start-up Nexcis, filiale d'EDF qui détenait 65 % de son capital et... la liquide en décembre 2014. « *Comment à la veille de la COP 21 peut-on laisser les salariés de cette entreprise innovante détenue majoritairement par des actionnaires publics dans une telle situation ?* », demande M.-C. Vergiat, députée européenne du Front de gauche. Dans leur projet de reprise, les salariés, qui occupent le site depuis le 3 mars, demandent que leur soit cédée à l'euro symbolique, pendant 3 ans, l'exploitation des bâtiments, équipements, exploitation des brevets. Une première étape d'auto-organisation, vers l'appropriation sociale de leur recherche et production ? Plus sur communistesunitaires.net, rubrique "Écologie".

Cerises

publication de l'Association des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte, Michèle Kiintz, Roger Martelli, Philippe Stierlin, Catherine Tricot, Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne : <http://plateformecitoyenne.net/cerises>

www.cerisesenligne.fr



MEDIAPART

